CONSEIL D'ETAT · RAAD VAN STATE
LEGISLATION · WETGEVING
- 1 - L
16-03-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

CK. L. 16.059/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 6 mars 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant les articles 37, 38, 43 et 46 du Code judiciaire", a donné le 7 mars 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 6e maart 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 37, 38, 43 en 46 van het Gerechtelijk Wetboek", heeft de 7e maart 1984 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Dans un souci de clarté, et en vue d'assurer une présentation logique des dispositions, il serait souhaitable de rassembler dans l'article 37 du Code judiciaire toutes les règles relatives aux seules significations d'exploits en matière pénale, et de réserver l'article 38 aux significations dans les autres matières.

Pour réaliser pleinement l'intention du Gouvernement, il convient d'indiquer avec plus de précision que ne le fait l'avant-projet les opérations qui ne peuvent donner lieu à la perception d'une taxe.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

A l'article 37 du Code judiciaire, dont le texte actuel formera le paragraphe 1er, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "en matière pénale" sont insérés entre les mots "Dans le cas où l'exploit" et "n'a pu être signifié";

2° il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Le bureau central, le commissaire de police, le bourgmestre, l'échevin ou le fonctionnaire délégué à cette fin, selon le cas, prend les mesures utiles pour que la copie parvienne à l'intéressé dans le plus bref délai.

Il avise l'huissier de justice instrumentant de la date à laquelle la copie de l'exploit a été remise au destinataire ou à l'une des personnes prévues à l'article 35";

3° il est ajouté un paragraphe 3, rédigé comme suit :

"§ 3. La remise de la copie de l'exploit au commissaire de police, au bourgmestre, à l'échevin ou au fonctionnaire délégué à cette fin, ainsi que sa transmission au destinataire ou à l'une des personnes prévues à l'article 35, ont lieu sans frais".

Article 2.-

L'article 38 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38. Dans le cas où l'exploit, dans les matières autres que les matières pénales, n'a pu être signifié ... (la suite comme au paragraphe 2 en projet dans l'article 1er, 3°, de l'avant-projet, sauf à écrire dans le texte néerlandais de l'alinéa 4 "Binnen vierentwintig uur" au lieu de "Binnen de vierentwintig uur")".

.../...

Article 3.

Si la proposition relative à la présentation des articles 37 et 38 du Code judiciaire est suivie, il faudra écrire, à l'article 43, alinéa premier, 4°, en projet : "dans le cas prévu à l'article 38" au lieu de "dans le cas prévu à l'article 37, §2".

Article 4.

1. L'article 4 opère une distinction entre les notifications par pli judiciaire faites à l'initiative du ministère public et celles qui sont faites par le greffier.

A l'heure actuelle, la loi n'a prévu aucun cas de notification par le ministère public. Il n'empêche que l'utilité éventuelle de la disposition justifie son maintien dans l'article 46.

2. L'article 46, § 1er, s'appliquera aux seules notifications faites par le ministère public.

Les deux premiers alinéas sont remplacés par trois alinéas. Le troisième alinéa porte que "dans le cas où la notification ne peut être faite ni à personne, ni à domicile, le pli est remis, sans frais, au commissariat de police".

Tel qu'il est rédigé, le texte n'exclut pas la possibilité qu'une taxe communale soit perçue lors de la remise du pli au destinataire par le commissaire de police.

.../...

Il ressort des déclarations du délégué du Ministre que le Gouvernement veut également exclure une telle possibilité. Un texte sera proposé ci-après.

3. L'article 46, § 1erbis, alinéas 2 et 3, en projet, est rédigé comme suit :

"Le pli judiciaire est remis par les services de la poste au destinataire ou à son domicile.

Dans le cas où la notification ne peut être faite ni à personne, ni à domicile, le pli est tenu en dépôt au bureau de poste, pour être remis ultérieurement au destinataire".

L'alinéa 3 devrait prévoir expressément l'hypothèse de la remise du pli au destinataire et celle du retrait du pli par le destinataire.

4. L'alinéa 4 dispose comme suit :

"Le Roi règle les modalités du dépôt et de la remise du pli judiciaire, ainsi que les modalités du dépôt de l'avis de passage que les services de la poste laissent au domicile ou, à défaut de domicile, à la résidence du destinataire lorsque la notification ne peut être faite ni à personne, ni à domicile".

Il n'incombe pas aux services de la poste de rechercher le domicile ou la résidence du destinataire : il suffit que l'avis de passage soit déposé à l'adresse indiquée sur le pli judiciaire.

.../...

5. Les deux derniers alinéas de l'article 46, § 1er, actuellement en vigueur, doivent continuer à s'appliquer à toutes les notifications, quel qu'en soit l'auteur. Aussi doivent-ils former un troisième paragraphe distinct des deux premiers.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

L'article 46 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Dans les cas prévus par la loi, le ministère public fait procéder à la notification par pli judiciaire.

Le pli judiciaire est remis par les services de la poste à la personne du destinataire, à son domicile, au commissariat de police, au bourgmestre, à un échevin ou au fonctionnaire délégué à cet effet, ainsi qu'il est prévu aux articles 33, 35, 37, § 1er, et 39. La personne à qui le pli est remis signe l'accusé de réception, qui est renvoyé par la poste à l'expéditeur; le refus de signer est relaté par le préposé de la poste au bas de l'accusé de réception.

Le commissaire de police, le bourgmestre, l'échevin ou le fonctionnaire délégué, à qui le pli judiciaire a été remis, prend les mesures utiles pour que le pli parvienne à l'intéressé dans le plus bref délai.

.../...

La remise du pli judiciaire au commissaire de police, au bourgmestre,à l'échevin ou au fonctionnaire délégué à cette fin ainsi que sa transmission au destinataire, ont lieu sans frais.

§ 2. Dans les cas prévus par la loi, le greffier fait procéder à la notification par pli judiciaire.

Le pli judiciaire est remis par les services de la poste à la personne du destinataire ou à son domicile. La personne à qui le pli est remis signe l'accusé de réception, qui est renvoyé par la poste à l'expéditeur; le refus de signer est relaté par le préposé de la poste au bas de l'accusé de réception.

Lorsque le pli judiciaire ne peut être remis à la personne du destinataire ou à son domicile, le préposé de la poste laisse un avis de passage. Le pli est tenu en dépôt au bureau des postes.

Le Roi règle les modalités d'application de l'alinéa 3.

§ 3. Le Ministre qui a l'administration des postes dans ses attributions détermine le format et les mentions de service qui doivent figurer sur l'enveloppe et sur l'accusé de réception.

Si le lieu de destination est situé à l'étranger, le pli judiciaire est remplacé par un pli recommandé à la poste, sans préjudice des modes de transmission prévus par les conventions internationales.

.../...

§ 4. Néanmoins lorsque l'une des parties demanderesses ou requérantes en exprime la volonté soit dans l'exploit introductif d'instance ou dans la requête, soit par écrit, au plus tard au moment de la première comparution devant le juge, les notifications par pli judiciaire sont remplacées par des significations, faites à la requête de la partie à laquelle il appartient d'y faire procéder".

+

On observera que les termes de l'habilitation donnée au Roi, tels qu'ils figurent dans l'avant-projet, ont été simplifiés dans le texte proposé. Il paraît, en effet, difficilement concevable de prévoir qu'un simple arrêté royal impose une présentation nouvelle du pli judiciaire à son destinataire, formalité dont dépendrait alors la régularité même de la notification. Si l'intention du Gouvernement est de prévoir cette nouvelle présentation, mieux vaudrait qu'elle soit établie par la loi même, afin qu'il n'y ait pas d'insécurité sur le point essentiel de la régularité de la notification.

OBSERVATION FINALE.

En raison de son contenu, et particulièrement de l'article 46 en projet, il conviendrait que l'avant-projet soit également proposé et contresigné par le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Duidelijkheidshalve en ter wille van de logische ordening van de bepalingen zou het wenselijk zijn om in artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek alle voorschriften onder te brengen die uitsluitend op de betekening van exploten in strafzaken betrekking hebben en artikel 38 te reserveren voor betekening in andere aangelegenheden.

Wil men dat het doel van de Regering ten volle bereikt wordt, dan behoort, met meer nauwkeurigheid dan in het voorontwerp opgave te worden gedaan van de verrichtingen waarvoor geen recht geheven kan worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

In artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden "Ingeval het exploot" en "niet kan worden betekend" de woorden "in strafzaken" ingevoegd;

2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Het hoofdkantoor, de commissaris van politie, de burgemeester, de schepen of de ambtenaar die daartoe

opdracht heeft, naar gelang van het geval, neemt de passende maatregelen om het afschrift ten spoedigste te doen toekomen aan de belanghebbende.

Zij berichten de optredende gerechtsdeurwaarder op welke datum het afschrift van het exploot ter hand gesteld is aan de geadresseerde of aan een van de personen in artikel 35 bedoeld";

3° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. De terhandstelling van het afschrift van het exploot aan de commissaris van politie, de burgemeester, de schepen of de ambtenaar die daartoe opdracht heeft, alsook de bezorging ervan aan de geadresseerde of aan een van de in artikel 35 bedoelde personen geschieden kosteloos".

Artikel 2.-

Artikel 38 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 38._ Ingeval het exploot in andere dan in strafzaken niet kan worden betekend ... (voorts zoals in de ontworpen paragraaf 2 in artikel 1, 3°, van het voorontwerp, maar in het vierde lid van de Nederlandse tekst schrijve men "Binnen vierentwintig uur" in plaats van "Binnen de vierentwintig uur".

Artikel 3.

Indien op het voorstel betreffende de inkleding van de artikelen 37 en 38 van het Gerechtelijk Wetboek wordt ingegaan, zal in het ontworpen artikel 43, eerste lid, 4°, moeten worden geschreven : "in het geval bedoeld in artikel 38" in plaats van "in het geval bedoeld in artikel 37, § 2".

.../...

Artikel 4.

1. Artikel 4 maakt een onderscheid tussen de kennisgevingen die bij gerechtsbrief op initiatief van het openbaar ministerie geschieden en die welke door de griffier worden gedaan.

Tot op heden heeft de wet niet voorzien in enig geval waarin de kennisgeving door het openbaar ministerie wordt gedaan. Dat neemt niet weg dat wegens het eventuele nut van die bepaling er aanleiding is om ze in artikel 46 te behouden.

2. Artikel 46, § 1, zal alleen gelden voor de kennisgevingen die door het openbaar ministerie worden gedaan.

De eerste twee leden worden door drie leden vervangen. In het derde lid staat : "Ingeval de betekening noch aan de persoon, noch aan de woonplaats kan geschieden, wordt de brief kosteloos ter hand gesteld aan het politiecommissariaat".

Zoals de tekst geredigeerd is, sluit hij niet uit dat een gemeentebelasting wordt geheven bij terhandstelling van de brief door de politiecommissaris.

Uit de verklaringen van de gemachtigde van de Minister blijkt dat de Regering ook een dergelijke mogelijkheid wil uitsluiten. Hierna zal een tekst worden voorgesteld.

3. Het ontworpen artikel 46, § 1bis, tweede en derde lid, luidt aldus :

"De gerechtsbrief wordt door de postdienst aan de geadresseerde of aan zijn woonplaats ter hand gesteld".

.../...

Ingeval de betekening noch aan de persoon, noch aan de woonplaats kan geschieden, wordt de brief in bewaring gehouden op het postkantoor, ten einde later aan de geadresseerde ter hand te worden gesteld".

Het derde lid zou uitdrukkelijk moeten voorzien, zowel in het geval dat de gerechtsbrief aan de geadresseerde ter hand wordt gesteld als in het geval dat de brief door de geadresseerde wordt afgehaald :

4. Het vierde lid luidt aldus :

"De Koning bepaalt de wijze van de afgifte, van de terhandstelling van de gerechtsbrief, alsmede de wijze van de afgifte van het langskomstbericht dat door de postdienst is achtergelaten op de woonplaats, of bij gebreke van een woonplaats, op de verblijfplaats van de geadresseerde".

Het is niet de taak van de postdienst de woon- of verblijfplaats van de geadresseerde op te sporen : het is voldoende dat het bedoelde bericht achtergelaten wordt op het adres dat op de gerechtsbrief is aangegeven.

5. De laatste twee leden van het thans geldende artikel 46, § 1, behoren van toepassing te blijven op alle kennisgevingen, ongeacht van wie zij uitgaan. Daarom moeten zij een van de eerste twee paragrafen onderscheiden paragraaf 3 vormen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 46 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. In de gevallen die de wet bepaalt, zorgt het openbaar ministerie ervoor dat de kennisgeving bij gerechtsbrief geschiedt.

.../...

De gerechtsbrief wordt door de postdienst ter hand gesteld aan de geadresseerde in persoon, aan diens woonplaats, aan het politiecommissariaat, aan de burgemeester, aan een schepen of aan de ambtenaar die daartoe opdracht heeft, zoals bepaald is in de artikelen 33, 35, 37, § 1 en 39. De persoon aan wie de brief wordt ter hand gesteld, tekent het ontvangbewijs, dat door de post aan de afzender wordt teruggezonden. Weigert die persoon te tekenen, dan maakt de postbeambte van die weigering melding onderaan op het ontvangbewijs.

De commissaris van politie, de burgemeester, de schepen of de ambtenaar die daartoe opdracht heeft, aan wie de gerechtsbrief ter hand is gesteld, neemt de nodige maatregelen opdat de gerechtsbrief binnen de kortst mogelijke tijd bij de betrokkene toekomt.

De terhandstelling van de gerechtsbrief aan de commissaris van politie, de burgemeester, de schepen of de ambtenaar die daartoe opdracht heeft, alsook de bezorging ervan aan de geadresseerde geschieden kosteloos.

§ 2. In de gevallen die de wet bepaalt, zorgt de griffier ervoor dat de kennisgeving bij gerechtsbrief geschiedt.

De gerechtsbrief wordt door de postdienst ter hand gesteld aan de geadresseerde in persoon of aan diens woonplaats. De persoon aan wie de brief wordt ter hand gesteld, tekent het ontvangbewijs, dat door de post aan de afzender wordt teruggezonden. Weigert die persoon te tekenen, dan maakt de postbeambte van die weigering melding onderaan op het ontvangbewijs.

.../...

Ingeval de gerechtsbrief noch aan de geadresseerde in persoon noch aan diens woonplaats ter hand kan worden gesteld, laat de postbeambte een bericht achter dat hij is langsgekomen. De brief wordt op het postkantoor in bewaring gehouden.

De Koning regelt de wijze waarop het derde lid wordt toegepast.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur der posterijen behoort, bepaalt het formaat en de dienstaanwijzingen die op de omslag en op het ontvangbewijs moeten voorkomen.

Ligt de plaats van bestemming in het buitenland, dan wordt de gerechtsbrief vervangen door een ter post aangetekende brief, onverminderd de wijzen van overbrenging bij de nationale overeenkomsten bepaald.

§ 4. Wanneer een eisende of verzoekende partij zulks verlangt in het exploot van rechtsingang of in het verzoekschrift, hetzij schriftelijk en ten laatste op het ogenblik van de eerste verschijning voor de rechter, worden de kennisgevingen bij gerechtsbrief evenwel vervangen door betekeningen, verricht op verzoek van de partij wie de betekening toekomt".

+

Op te merken valt dat de bewoordingen waarin in het voorontwerp aan de Koning een machtiging wordt verleend, in de voorgestelde tekst zijn vereenvoudigd. Het lijkt immers niet goed denkbaar dat bij een gewoon koninklijk besluit zou worden

voorzien in een nieuwe wijze van afgifte van de gerechtsbrief aan de geadresseerde, van welk vormvereiste dan de regelmatigheid zelf van de kennisgeving zou afhangen. Indien de Regering in een zodanige nieuwe wijze van afgifte wil voorzien, zou het beter zijn deze bij de wet zelf te regelen opdat er geen onzekerheid omtrent het essentiële punt van de regelmatigheid van de kennisgeving ontstaat.

SLOTOPMERKING.

Het voorontwerp zou wegens zijn inhoud, inzonderheid wegens het ontworpen artikel 46, ook door de Minister van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voorgedragen en medeondertekend moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.